Les brèves !

LUNDI, 28 mai 2018

- > Indexation en SSS
- > Consultation du MSSS | Brochure PSOC
- > Engagez-vous pour le communautaire-étapes à venir
- > Réforme du mode de scrutin
- > Budget provincial
- > Article dans le Mouton noir
- > Dates à retenir
- > Renouvellement cotisation

Indexation en SSS

1,6%. C'est le montant que les organismes communautaires œuvrant en santé et services sociaux recevront cette année. Le C.A. du CISSS du Bas-Saint-Laurent adopte les budgets lors de sa séance de juin. Le montant de votre subvention indexée devrait donc être ajusté lors du versement d'octobre.

Rappelons que le Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) a longtemps été le seul à indexer le montant des subventions aux organismes qui lui sont rattachés. De nombreux organismes reçoivent la même subvention (et pour certains, elle est à la baisse) depuis toujours et cela, malgré la hausse des coûts de fonctionnement (masse salariale, hausse de loyer, électricité, etc.). Depuis peu, les organismes en immigration financés à la mission recevront dorénavant l'indexation.

La campagne *Engagez-vous pour le communautaire* porte la revendication d'une indexation pour **tous** les organismes communautaires autonomes.

CONSULTATION DU MSSS | BROCHURE PSOC

Nous sommes (encore) toujours en attente du MSSS...et après toute cette attente qui n'en finie plus, l'information qui circule veut que la consultation soit finalement lancée cet été. Nous croyons que l'échéancier ne serait pas stratégique pour les organismes communautaires. Les responsables PSOC de toute la province se sont rencontrés la semaine dernière et des démarches auprès de plusieurs responsables ont été faites régionalement. Nous avons fait part à Nathalie Bélanger, lors de notre rencontre mensuelle, de notre grand malaise quant à ce que le MSSS lance sa consultation cet été. Mme Bélanger a été très sensible à l'argument suivant : les fermetures et vacances pour la grande majorité des organismes entraîneront une difficulté à rassembler tous les organismes pour les séances d'informations et de vulgarisation. D'autant plus que lors de l'AGE de la TROC du 30 novembre dernier, les membres ont résolu unanimement d'attendre une séance d'appropriation

avec leurs regroupements avant de répondre à la consultation.

Mme Bélanger devrait nous donner des nouvelles de sa rencontre nationale sous peu.

Dans un autre ordre d'idée, la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB ou La table) a fait parvenir *Le Memo de la Table* le 10 mai dernier. Dans son Mémo, la TRPOCB invite les organismes œuvrant en santé et services sociaux à prendre une résolution «pour faire progresser l'harmonisation administrative du PSOC». Prenez note que lors de l'AGA de la TROC le 7 juin prochain, nous vous parlerons de la régionalisation et de l'harmonisation, deux notions essentielles à comprendre pour saisir les enjeux à venir en lien avec la consultation sur les Orientations ministérielles.

ENGAGEZ-VOUS POUR LE COMMUNAUTAIRE

Vous avez reçu le dernier bulletin de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*. Le comité des Comparses s'est rencontré et a travaillé sur une ébauche de plan d'action régional; il vous sera présenté lors de l'AGA de la TROC dans le but de sentir votre adhésion et de l'adapter au niveau d'énergie que vous désirez investir dans cette campagne.

L'objectif général de ce plan d'action est de positionner le communautaire face au prochain gouvernement et à défendre les enjeux du communautaire et ce, peu importe quel parti prendra le pouvoir. Plus spécifiquement :

» Que le communautaire devienne un enjeu de la campagne électorale grâce à l'appui de la population et de personnalités publiques.

» Que tous les partis politiques prennent des engagements concrets pour le communautaire sur la base de nos revendications : financement, autonomie et justice sociale.

→ Le RQ-ACA a organisé un débat national des partis politiques intitulé «Quelle vision politique pour le communautaire et le filet social?». La plateforme d'engagements a été lancée et le nom des personnalités connues des domaines artistiques, de la recherche ou autres qui appuient notre campagne ont été dévoilés. Pour visualiser le débat, [cliquez ici](#).

Réforme du mode de scrutin

Lors de la tournée des membres de la TROC, nous avons parlé de notre mode de scrutin (uninominal à un tour) et d'une alternative qui est souvent abordée sur la scène publique, soit la représentation proportionnelle.

Le Mouvement Démocratie Nouvelle (MDN) est un organisme communautaire autonome et non partisan qui a été créé afin que la question du mode de scrutin ne dépende plus exclusivement des décisions des partis politiques. MDN a initié une campagne intitulée *Chaque voix compte*. Suite à une vaste consultation citoyenne menée dans le cadre de cette campagne à l'automne 2017, les chefs et porte-paroles du Parti québécois, de la Coalition avenir Québec, de Québec solidaire et du Parti vert du Québec ont signé, le 9 mai 2018, **une entente pour réformer le mode de scrutin actuel** dans le but de mettre en place un système à finalité proportionnelle au Québec. Un projet de loi en ce sens serait déposé au plus tard le 1^{er} octobre 2019 advenant un gouvernement issu de l'une ou l'autre de ces formations le 1^{er} octobre prochain. Dans cette [entente](#), les partis se sont engagés à instaurer un mode de scrutin proportionnel mixte régional.

Dans ce mode de scrutin, chaque électrice-teur dispose de deux votes : un premier vote servant à élire unE députéE de circonscription provenant de telle ou telle formation politique (comme c'est le cas présentement) puis un second vote servant à choisir un parti. Ce sont les résultats de ce deuxième vote qui détermineraient les proportions de sièges revenant à chacun des partis à l'Assemblée nationale. Il y aurait 75 sièges alloués avec le premier vote et une cinquantaine de sièges le seraient avec le second.

Selon un sondage CROP de mars 2015, 70% des QuébécoisES seraient en faveur de l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel. Au Québec, la réforme du mode de scrutin est réclamée depuis plus de 50 ans et tous les partis ont déjà pris position à un moment de leur histoire en faveur de la réforme.

[Voici, brièvement, une présentation du mode de scrutin à finalité proportionnelle.](#)

Dans un système de vote proportionnel, le nombre de députéEs éluEs à l'Assemblée Nationale représenterait le plus fidèlement possible la volonté de la population québécoise. **Ainsi, le parti qui recueillerait le plus de voix formerait à coup sûr le gouvernement** (et non plus le parti ayant remporté le plus grand nombre de circonscriptions).

Ce mode de scrutin permet l'amélioration de la représentation de la volonté populaire, des régions et des minorités. La proportionnelle permet également aux partis émergents d'obtenir un siège dès qu'ils ont atteint un certain pourcentage du suffrage populaire, même si leur appui est réparti dans plusieurs circonscriptions.

Plus de 100 pays dans le monde l'ont adopté depuis déjà plusieurs décennies (Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Danemark, Suède, Norvège, Italie, Belgique, etc.). Bref, plus de 85% des pays industrialisés ont adopté un système électoral à finalité proportionnelle.

Le mode de scrutin proportionnel est perçu comme étant plus juste et plus démocratique, mais il lui est aussi reproché de générer une instabilité gouvernementale.

Les partis qui sont en mesure de gouverner doivent souvent mettre en œuvre des alliances ou des coalitions afin d'obtenir une majorité en chambre. Mais quand on fait de la politique portée par l'objectif du bien commun, les alliances ne sont-elles pas l'expression d'un réel travail menant au partage des pouvoirs?

BUDGET PROVINCIAL

C'est le 27 mars dernier que nous avons connu les grandes lignes et les détails du dernier budget. Lors de l'étude des crédits budgétaires 2018-2019, la ministre Lucie Charlebois a confirmé des investissements de 17M\$ récurrent dans le PSOC à compter de 2018-2019. Ces investissements s'ajoutent au 10M\$ récurrent reçus l'année dernière.

La TROC a rencontré Nathalie Bélanger afin d'aborder la question de la répartition avec elle. Bien que le montant pour le Bas-Saint-Laurent ne soit pas encore connu, nous avons voulu amorcer la réflexion concernant la répartition. L'année dernière, le CISSS avait appliqué les critères de répartition établis dans notre cadre de référence, processus que nous saluons et qui témoignent des bonnes relations entre les organismes et le CISSS.

Lors de l'étude des crédits, la ministre a de nouveau associé les TROC-ROC aux travaux avec les CISSS/CIUSSS quant à la répartition du rehaussement du PSOC en nommant: «[...] c'est chacune des régions avec leur personnel, mais aussi en collaboration avec la table régionale que sont réparties les sommes». La TROC s'assurera donc que les principes convenus entre les organismes communautaires et le CISSS du Bas-Saint-Laurent soient respectés.

ARTICLE DANS LE MOUTON NOIR

La TROC a fait paraître un article intitulé : « Les organismes communautaires veulent-ils le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière en prime? » dans le numéro de mai-juin. Si vous [cliquez sur ce lien](#), vous serez redirigés vers l'article en question.

DATES À RETENIR

- Comité permanent de liaison : 19 juin
- Comité des Comparses : 20 juin

RENOUVELLEMENT COTISATION

Vos avis de renouvellement de cotisation vous ont été envoyés par courriel le 5 avril. Vous devez avoir payé votre cotisation pour pouvoir voter lors de l'AGA

le **7 juin** à Rimouski!